

Pascal Mulet

2008-ko irailaren 13an, larunbatekin

Formakuntza saioa
Session de formation

John Maynard Keynes

1883-1946



harremana / contact : skual@alternatiba.org

Un XIX^e siècle particulier Naissance du credo libéral

Karl Polanyi : *La grande transformation* (1944). Chap. 6

6

LE MARCHÉ AUTORÉGULATEUR ET LES MARCHANDISES FICTIVES : TRAVAIL, TERRE ET MONNAIE

Le rapide aperçu que nous venons de donner du système économique et des marchés, pris séparément, montre que, jusqu'à notre époque, les marchés n'ont jamais été que des éléments secondaires de la vie économique. En général, le système économique était absorbé dans le système social, et, quel que fût le principe de comportement qui dominait l'économie, il ne paraissait pas incompatible avec la présence du modèle du marché. Le principe du troc ou de l'échange, qui est sous-jacent à ce modèle, ne montrait aucune tendance à s'étendre aux dépens du reste. Là où les marchés étaient le plus fortement développés, comme c'était le cas dans le système mercantile, ils prospéraient sous la direction d'une administration centralisée qui favorisait l'autarcie dans les ménages paysans comme dans la vie nationale. En fait, réglementation et marchés grandissaient ensemble. Le marché autorégulateur était inconnu : l'apparition de l'idée d'autorégulation représenta en vérité un renversement complet de la tendance qui était alors celle du développement. C'est seulement à la lumière de ces faits que l'on peut vraiment comprendre les hypothèses extraordinaires sur lesquelles repose une économie de marché.

Celle-ci est un système économique commandé, régulé et orienté par les seuls marchés; la tâche d'assurer l'ordre dans la production et la distribution des biens est confiée à ce mécanisme autorégulateur. On s'attend que les humains se comportent de façon à gagner le plus d'argent possible : telle est l'origine d'une économie de ce type. Elle suppose des marchés sur lesquels l'offre des biens (y compris les services) disponibles à un prix donné sera égale à la demande au même prix. Elle suppose la présence de la monnaie, qui fonctionne comme pouvoir d'achat entre les mains de ses possesseurs. La production

sera donc commandée par les prix, car c'est des prix que dépendent les profits de ceux qui orientent la production; et la distribution des biens dépendra elle aussi des prix, car les prix forment les revenus, et c'est grâce à ces revenus que les biens produits sont distribués entre les membres de la société. Ces hypothèses étant admises, la production et distribution des biens sont assurés par les seuls prix.

L'autorégulation implique que toute la production est destinée à la vente sur le marché, et que tous les revenus proviennent de cette vente. Il existe par conséquent des marchés pour tous les éléments de l'industrie, non seulement pour les biens (toujours en y incluant les services), mais aussi pour le travail, la terre et la monnaie, leurs prix étant appelés respectivement prix des denrées (*commodity prices*), salaire, revenu foncier ou « rente » (*rent*), et intérêt. Ces termes mêmes indiquent que les prix forment les revenus : l'intérêt est le prix de l'utilisation de la monnaie et forme le revenu de ceux qui sont en position d'offrir de la monnaie; le loyer est le prix de l'utilisation de la terre et forme le revenu de ceux qui l'offrent; le salaire est le prix de l'utilisation de la force de travail et forme le revenu de ceux qui la vendent; enfin, les prix des denrées concourent aux revenus de ceux qui vendent leurs services d'entrepreneurs, le revenu appelé profit étant en réalité la différence entre deux ensembles de prix : celui des biens produits et, d'autre part, leur coût, c'est-à-dire le prix des biens nécessaires à leur production. Si ces conditions sont remplies, tous les revenus proviennent des ventes sur le marché, et ces revenus suffisent exactement à acheter tous les biens produits.

Suit un autre groupe de conditions supposées, qui concerne l'État et sa politique. On ne doit rien permettre qui empêche la formation des marchés, et il ne faut pas permettre que les revenus se forment autrement que par la vente. De même, l'ajustement des prix aux changements de la situation du marché ne doit faire l'objet d'aucune intervention — que ces prix soient ceux des biens, du travail, de la terre ou de la monnaie. Il convient donc, non seulement qu'il y ait des marchés pour tous les éléments de l'industrie¹, mais qu'aucune mesure ou politique ne soit autorisée qui puisse influencer le fonctionnement de ces marchés. Il ne faut fixer ou réglementer

ni le prix, ni l'offre, ni la demande. Seules conviennent les politiques et les mesures qui contribuent à assurer l'autorégulation du marché en créant des conditions qui fassent du marché le seul pouvoir organisateur en matière économique.

Pour saisir pleinement ce que cela signifie, revenons un moment au système mercantile et à ces marchés nationaux qu'il a tant fait pour développer. Dans le système féodal et dans celui des corporations, la terre et le travail relevaient de l'organisation sociale elle-même (l'argent était encore loin d'être devenu un facteur majeur de l'industrie). La terre, élément cardinal de l'ordre féodal, était la base du système militaire, judiciaire, administratif et politique, son statut et sa fonction étant déterminés par des règles juridiques et coutumières. La question de savoir si sa possession était ou non transférable, et, si oui, à qui et avec quelles restrictions; ce que comportaient les droits de propriété; à quels usages on pouvait consacrer certains types de terre : toutes ces questions étaient soustraites à l'organisation de l'achat et de la vente, et soumises à un ensemble entièrement différent de réglementations institutionnelles.

Il en était de même pour l'organisation du travail. Dans le système des corporations, comme dans tous les autres systèmes économiques qui l'avaient précédé dans l'histoire, les mobiles et les conditions des activités productrices faisaient partie de l'organisation générale de la société. Les relations entre maître, compagnon et apprenti; les conditions de travail; le nombre des apprentis; les salaires des ouvriers : tout était réglementé par la coutume et par l'autorité de la corporation et de la ville.

1. H.D. HENDERSON, *Supply and Demand*, 1922. La pratique du marché est double : d'un côté la répartition des facteurs entre différents usages, de l'autre, l'organisation des forces qui influent sur les fournitures globales de facteurs.

Quand l'offre crée sa demande chez les auteurs classiques genèse du travailler plus pour gagner plus ?

Jean-Baptiste Say

Il est bon de remarquer qu'un produit terminé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur. En effet, lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que l'argent ne chôme pas non plus. Or, on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque. On voit donc que le fait seul de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits.

Jean-Baptiste Say (1840), *Cours complet d'économie politique pratique*, Paris.

John Stuart Mill

Les moyens de paiement des marchandises sont les marchandises elles-mêmes. Les instruments dont chacun dispose pour payer la production d'autrui sont les produits qu'il possède lui-même. Les vendeurs sont tous nécessairement et au sens propre du mot des acheteurs. Si l'on pouvait doubler tout à coup la capacité de production du pays on doublerait l'offre de marchandises sur tous les marchés, mais on doublerait du même coup le pouvoir d'achat. Tout le monde doublerait sa demande en même temps que son offre ; chacun serait à même d'acheter deux fois plus parce que chacun aurait deux fois plus à offrir en échange.

Stuart Mill, *Principes d'Économie Politique*. Cité par Keynes dans la TG.

Keynes et la politique : sur le besoin de s'engager

J.M. Keynes : *Suis-je un libéral ?* Conférence prononcée en 1925

I

Si l'on est né animal politique, il est très inconfortable de n'appartenir à aucun parti ; on éprouve une impression de froid, de solitude et d'inutilité. Si votre parti est puissant, si son programme et sa philosophie vous plaisent, satisfaisant en vous tout à la fois les instincts grégaire, pratique et intellectuel, que cela doit être agréable ! – méritant bien que vous lui consacriez une généreuse cotisation et tout votre temps libre – si du moins vous êtes un animal politique.

Aussi l'animal politique qui ne peut se résoudre à proférer ces mots honteux : « Je ne suis pas un homme de parti », préférerait presque appartenir à n'importe quel parti plutôt qu'à aucun. S'il ne peut en trouver un par le principe d'attraction, il s'en remettra au principe de répulsion et rejoindra celui qui lui déplaît le moins, plutôt que de rester dehors, dans le froid.

Prenons maintenant mon propre cas – où me mène cette expérience négative ? Comment pourrais-je m'astreindre à faire partie des conservateurs ? Ils ne m'offrent ni nourriture

ni boisson, ni aucune consolation d'ordre intellectuel ou spirituel. Je n'en tirerais ni plaisir, ni stimulation ni enseignement. Partager l'atmosphère, la mentalité ou la conception de l'existence communes à... – bon, je ne citerai pas de noms, ne servirait en rien mon intérêt personnel ni le bien public. Cela ne mène nulle part, ne répond à aucun idéal, à aucun critère intellectuel ; ce n'est même pas prudent ou calculé pour mettre à l'abri du pillage le degré de civilisation que nous avons déjà atteint.

Devrais-je alors me rallier au Parti travailliste ? En apparence il est plus attractif ; mais, à regarder de plus près, les obstacles sont de taille. Pour commencer, c'est un parti de classe, et cette classe n'est pas la mienne. Si je dois revendiquer des avantages pour une fraction de la société, ce sera pour celle à laquelle j'appartiens. Si cela tourne à la lutte de classes en tant que telle, mon patriotisme local et personnel, comme chez tout un chacun, hormis certaines exceptions d'un zèle déplaisant, s'attachera à mon propre milieu. Je peux être sensible à ce que je crois être la justice et le bon sens ; mais la guerre de *classes* me trouvera du côté de la *bourgeoisie* cultivée.

Un petit point sur la méthode de Keynes

J.M. Keynes : *Théorie générale*, chapitre 21, section III

Le but de notre analyse n'est pas de fournir une machine automatique, *i. e.* un procédé qui, appliqué les yeux fermés, donne une réponse infaillible, mais de nous munir d'une méthode rationnelle et ordonnée pour résoudre les problèmes particuliers. Lorsque nous avons obtenu une conclusion provisoire en examinant les facteurs de complication un à un, il faut revenir sur nos pas et tenir compte, autant que possible, des réactions probables de ces facteurs les uns sur les autres. Telle est la nature du raisonnement économique. Toute autre façon d'appliquer nos principes formels de raisonnement (sans lesquels nous serions en tout cas perdus dans la nuit) nous induirait en erreur. Les méthodes pseudo-mathématiques, comme celle que nous décrivons dans la section VI — qui donnent une figuration symbolique d'un système d'analyse économique — ont le grave défaut de supposer expressément l'indépendance rigoureuse des facteurs dont elles traitent et de perdre leur force et leur autorité lorsque cette hypothèse n'est pas valable. Dans le raisonnement ordinaire, où nous n'avancons pas les yeux fermés mais où, au contraire, nous savons à tout moment ce que nous faisons et ce que les mots signifient, nous pouvons garder « derrière la tête » les réserves nécessaires ainsi que les restrictions et les adaptations que nous aurons à faire par la suite, alors qu'il n'est pas possible de trans-

porter de la même manière des différentielles partielles complexes « en marge » de plusieurs pages d'algèbre où on les suppose toutes nulles. Trop de récentes « économies mathématiques » ne sont que pures spéculations ; aussi imprécises que leurs hypothèses initiales, elles permettent aux auteurs d'oublier dans le dédale des symboles vains et prétentieux les complexités et les interdépendances du monde réel.

La demande effective

J.M. Keynes : *Théorie générale*, chapitre 5 section I

Toute production est destinée en dernière analyse à satisfaire un consommateur. Or il s'écoule habituellement du temps — parfois beaucoup de temps — entre la prise en charge des coûts par le producteur (ayant en vue le consommateur) et l'achat de la production par le dernier consommateur. Dans l'intervalle l'entrepreneur (cette appellation s'appliquant à la fois à la personne qui produit et à celle qui investit) est obligé de prévoir (1) aussi parfaitement que possible la somme que les consommateurs seront disposés à payer lorsque, après un laps de temps qui peut être considérable, il sera prêt à les satisfaire (directement ou indirectement). Il n'a pas d'autre possibilité que de se laisser guider par ces prévisions, dès lors qu'il doit produire par des méthodes exigeant du temps.

L'incertitude

J.M. Keynes : *La théorie générale de l'emploi*, in *La pauvreté dans l'abondance* (2002), Paris, Gallimard.

Je voudrais préciser que par connaissance « incertaine » je n'entends pas simplement distinguer ce que l'on considère comme certain, de ce qui est seulement probable. Le jeu de la roulette n'est pas, en ce sens, sujet à l'incertitude, pas plus que ne l'est la perspective de voir tel titre de l'emprunt de guerre tiré au sort¹. De la même manière, l'espérance de vie est seulement un peu incertaine. Les prévisions météorologiques elles-mêmes ne sont que modérément incertaines. Le sens que je donne à ce terme est celui qu'il revêt lorsque l'on qualifie d'incertains la perspective d'une guerre européenne, le niveau du prix du cuivre ou du taux d'intérêt dans vingt ans, l'obsolescence d'une invention récente ou la place des classes possédantes dans l'échelle sociale pendant les années soixante-dix. Pour toutes ces questions, il n'existe aucune base scientifique sur laquelle construire le moindre calcul de probabilité. Simplement : on ne sait pas. Toutefois, la nécessité d'agir et de décider nous contraint, en tant qu'hommes d'action, à faire de notre mieux pour refouler cet embarrassant problème, et à nous conduire exactement comme nous l'aurions fait si nous avions pu disposer d'un solide calcul benthamien d'une

suite d'avantages et de désavantages anticipés, chacun pondéré par la probabilité appropriée, et n'attendant plus que d'être additionnés.

Comment, dans ces conditions, parvenir à sauver la face en tant qu'agent économique rationnel ? Nous avons imaginé toute une série de techniques à cet effet, dont les plus importantes sont les trois suivantes :

1. Nous supposons que le présent constitue pour le futur un guide bien meilleur que ne le révélerait un examen lucide de nos expériences passées. En d'autres termes, nous ne tenons aucun compte des changements à venir dont nous ignorons tout.

2. Nous supposons que l'état *actuel* de l'opinion, tel qu'il s'exprime à travers les prix ou les caractéristiques de la production courante, repose sur une *juste synthèse* des perspectives futures, et que l'on peut s'y fier, au moins jusqu'à ce que quelque fait nouveau et significatif vienne modifier le contexte.

3. Conscients du peu de valeur de notre propre jugement individuel, nous veillons à l'aligner sur le jugement de tous les autres, sans doute mieux informés. Cela signifie que nous cherchons à nous conformer à l'attitude de la majorité, ou de la moyenne. La psychologie d'une société faite d'individus qui, tous, cherchent mutuellement à s'imiter, nous conduit à ce qu'il convient d'appeler très précisément un jugement de *convention*.

Cela étant, une conception pratique du futur qui s'appuie sur ces trois principes a certaines caractéristiques bien marquées. La précarité de ses fondements l'expose en particulier à des changements soudains et violents. L'habitude de la tranquillité, de l'immobilité, de la continuité et de la sécurité, se trouve brusquement ébranlée. De nouvelles peurs et de nouveaux espoirs prennent sans délai le contrôle du comportement humain. La puissance de la désillusion peut soudain imposer une nouvelle base conventionnelle d'évaluation. Toutes les jolies petites techniques très présentables, destinées à une salle de conférences bien lambrissée ou à un marché merveilleusement bien régulé, menacent de

s'enrayer. Les obscures terreurs et les espoirs, tout aussi confus et déraisonnables, ne s'évanouissent jamais tout à fait, ils sont, en quelque sorte, toujours tapis sous la surface.

Le lecteur a peut-être le sentiment que cette dissertation philosophique générale sur le comportement du genre humain nous éloigne de la théorie économique, que nous avions pour objet. Je ne le crois pas. Le fait que ce soit réellement ainsi que nous nous comportons sur le marché ne devrait pas conduire la théorie que nous élaborons à propos de ce comportement à succomber elle-même aux idoles du marché. J'accuse la théorie économique classique d'être elle-même une de ces jolies techniques qui prétendent traiter du présent en faisant abstraction du fait que nous en savons très peu sur l'avenir.

Notes finanes sur la philosophie sociale à laquelle la théorie générale peut conduire

J.M. Keynes (1936), *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*,
Fayard. Chap. 24 (extraits)

Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité. Le rapport entre la théorie qui précède et le premier de ces vices est évident. Mais il existe deux points importants où elle touche aussi le second. (- - -)

L'analyse qui précède nous amène donc à conclure que dans les conditions contemporaines la croissance de la richesse, loin de dépendre de l'abstinence des milieux aisés, comme on le croit en général, a plus de chance d'être contrariée par elle. Ainsi disparaît l'une des principales justifications sociales des grandes inégalités de fortunes. Ce n'est pas à dire que d'autres raisons indépendantes de notre théorie ne puissent justifier en certaines circonstances un certain degré d'inégalité des fortunes. Mais notre théorie élimine la principale des raisons pour lesquelles on a pensé jusqu'ici qu'une grande circonspection était nécessaire dans l'accomplissement des réformes. Elle influe tout particulièrement sur notre façon d'envisager les droits de succession. Car certaines considérations qui légitiment l'inégalité des revenus ne justifient pas en même temps l'inégalité des héritages.

Pour notre part, nous pensons qu'on peut justifier par des raisons sociales et psychologiques de notables inégalités dans les revenus et les fortunes, mais non des disproportions aussi marquées qu'à l'heure actuelle. Il existe des activités humaines utiles qui, pour porter tous leurs fruits, exigent l'aiguillon du lucre et le cadre de la propriété privée. Bien plus, la possibilité de gagner de l'argent et de constituer une fortune peut canaliser certains penchants dangereux de la nature humaine dans une voie où ils sont relativement inoffensifs. Faute de pouvoir se satisfaire de cette façon, ces penchants pourraient trouver une issue dans la cruauté, dans la poursuite effrénée du pouvoir personnel et de l'autorité et dans les autres formes de l'ambition personnelle. Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son

compte en banque que sur ses concitoyens ; et, bien que la première sorte de tyrannie soit souvent représentée comme un moyen d'arriver à la seconde, il arrive au moins dans certains cas qu'elle s'y substitue. Mais, pour stimuler ces activités et pour satisfaire ces penchants, il n'est pas nécessaire que la partie se joue à un taux aussi élevé qu'aujourd'hui. Des taux beaucoup plus bas seraient tout aussi efficaces dès l'instant que les joueurs y seraient habitués. La transformation de la nature humaine et le gouvernement de cette nature sont deux tâches qu'il importe de ne pas confondre. Peut-être dans la république idéale les hommes pourraient-ils être habitués, inclinés ou formés à se désintéresser du jeu. Mais, tant que l'homme moyen ou même une fraction notable de la communauté sera fortement adonnée à la passion du lucre, la sagesse et la prudence commanderont sans doute aux hommes d'État d'autoriser la pratique du jeu sous certaines règles et dans certaines limites.

II

Mais il y a une seconde partie de notre analyse dont les conséquences sont beaucoup plus importantes pour l'avenir des inégalités de fortune ; c'est notre théorie du taux de l'intérêt. On justifiait jusqu'ici une certaine élévation du niveau de l'intérêt par la nécessité de fournir à l'épargne un encouragement suffisant. Mais nous avons démontré que le montant effectif de l'épargne est rigoureusement déterminé par le flux de l'investissement et que celui-ci grossit sous l'effet d'une *baisse* de l'intérêt, pourvu qu'on ne cherche pas à le gonfler par la faiblesse de l'intérêt au-delà du volume qui correspond au plein emploi. La politique la plus avantageuse consiste donc à faire baisser le taux de l'intérêt par rapport à la courbe de l'efficacité marginale du capital jusqu'à ce que le plein emploi soit réalisé.

Ce critère conduira, sans aucun doute, à un taux de l'intérêt beaucoup plus faible que celui qui a régné jusqu'ici. Et, pour autant qu'on puisse faire des conjectures au sujet des courbes de l'efficacité marginale correspondant à un équipement en capital de plus en plus développé, il est probable que le taux de l'intérêt baissera régulièrement si l'on parvient à maintenir un état plus ou moins continu de plein emploi, sauf, en vérité, dans l'hypothèse d'un changement profond de la propension globale à consommer (y compris celle de l'État).

Nous sommes convaincu que la demande de capital est strictement

limitée, en ce sens qu'il ne serait pas difficile d'accroître l'équipement jusqu'à ce que son efficacité marginale tombe à un chiffre très faible. Ceci ne veut pas dire que l'usage des biens capitaux ne coûterait presque rien, mais seulement que le revenu qu'on en tirerait n'aurait guère à couvrir que la dépréciation due à l'usure et à la désuétude augmentée d'une marge pour compenser les risques ainsi que l'exercice de l'habileté et du jugement. En bref, l'ensemble des revenus procurés par un bien durable au cours de son existence ne couvrirait rien de plus, comme c'est le cas pour les biens éphémères, que la somme des coûts du travail servant à les produire, des coûts de l'habileté et de la surveillance, et d'une allocation correspondant aux risques.

Cet état de choses serait parfaitement compatible avec un certain degré d'individualisme. Mais il n'en impliquerait pas moins l'euthanasie du rentier et par suite la disparition progressive du pouvoir oppressif additionnel qu'a le capitaliste d'exploiter la valeur conférée au capital par sa rareté. L'intérêt ne rémunère aujourd'hui aucun sacrifice véritable non plus que la rente du sol. Le détenteur du capital peut obtenir un intérêt parce que le capital est rare, de même que le détenteur du sol peut obtenir une rente parce que le sol est rare. Mais, tandis que la rareté du sol peut s'expliquer par des raisons intrinsèques, il n'y a pas de raisons intrinsèques qui expliquent la rareté du capital. Une raison intrinsèque de cette rareté, plus précisément un sacrifice véritable que seule pourrait faire consentir l'offre d'une récompense sous forme d'intérêt, n'existerait à longue échéance que dans le cas où la propension individuelle à consommer s'avérerait assez forte pour que l'épargne nette en situation de plein emploi devienne nulle avant que le capital fût suffisamment abondant. Et, même dans ce cas, l'État aurait encore la ressource d'entretenir une épargne publique assez importante pour permettre au capital de se développer jusqu'à ce qu'il cessât d'être rare.

La généralisation de la rente nous paraît constituer une phase de transition du capitalisme ; elle prendra fin lorsqu'elle aura rempli son objet. Et la disparition de la rente du capital entraînera bien d'autres changements radicaux dans ce régime. Le grand avantage de l'évolution que nous préconisons, c'est que l'euthanasie du rentier et du capitaliste oisif n'aura rien de soudain, qu'elle n'exigera aucun bouleversement, étant simplement la continuation par étapes, mais longuement poursuivie, de ce que nous avons connu récemment en Grande-Bretagne.